

Cote du document:	<u>EB 2016/118/R.16</u>	
Point de l'ordre du jour:	<u>10</u>	
Date:	<u>24 août 2016</u>	<b>F</b>
Distribution:	<u>Publique</u>	
Original:	<u>Anglais</u>	



Investir dans les populations rurales

## Intégrer la problématique du climat dans les programmes financés par le FIDA

### Note pour les représentants au Conseil d'administration

#### Responsables:

#### Questions techniques:

Margarita Astralaga  
Directrice de la Division environnement  
et climat  
téléphone: +39 06 5459 2151  
courriel: m.astralaga@ifad.org

Luis Jiménez-McInnis  
Directeur du Bureau des partenariats  
et de la mobilisation des ressources  
téléphone: +39 06 5459 2705  
courriel: l.jimenez-mcinnis@ifad.org

#### Transmission des documents:

William Skinner  
Chef du Bureau des organes  
directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2974  
courriel: gb\_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent dix-huitième session  
Rome, 21-22 septembre 2016

---

Pour: Examen

## Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Intégrer la problématique du climat dans les opérations du FIDA	1
I. Introduction et contexte	1
II. Le FIDA et l'adaptation au changement climatique	2
III. Le programme du FIDA pour intégrer la problématique du climat dans ses activités	4
A. Que signifie l'intégration de la problématique du climat?	4
B. L'engagement du FIDA en faveur de l'intégration de la problématique du climat	8
C. Le financement de l'engagement du FIDA en faveur de l'intégration de la problématique du climat	9
D. La mise en œuvre de l'engagement du FIDA en faveur de l'intégration de la problématique du climat	12

## Sigles et acronymes

ASAP	Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne
ASAP2	Deuxième phase de l'ASAP
CCNA	Contributions complémentaires non affectées
COSOP	Programme d'options stratégiques pour les pays
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FIDA9	Neuvième reconstitution des ressources du FIDA
FIDA10	Dixième reconstitution des ressources du FIDA
IDA	Association internationale de développement
NICAVIDA	Projet de promotion de moyens de subsistance durables en faveur des exploitants familiaux du "couloir sec" au Nicaragua
PESEC	Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance

# Intégrer la problématique du climat dans les opérations du FIDA

## I. Introduction et contexte

1. Dans le monde entier, les agriculteurs, les entreprises et les gouvernements font état d'une incidence croissante du changement climatique sur la production agricole et la sécurité alimentaire, et tentent de trouver des moyens pour s'y adapter. À une date récente encore, le changement climatique était largement considéré comme un problème relevant de l'avenir. Pourtant, parmi ses conclusions principales, le Cinquième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat indiquait dès 2014 que les changements climatiques se déroulent de nos jours, avec des conséquences affectant la population rurale à l'échelle mondiale. À la Conférence des Parties (COP 21) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), qui s'est tenue à Paris en décembre 2015, 195 pays ont adopté un accord mondial et contraignant sur le climat, qui entrera en vigueur en 2020. À cette fin, les pays développés se sont engagés à honorer l'engagement constant qu'ils ont pris de mobiliser conjointement 100 milliards d'USD de financements climatiques par an d'ici à 2025.
2. Les petits exploitants agricoles sont particulièrement touchés par les effets du changement climatique. En effet, ils habitent des milieux qui sont parmi les plus vulnérables et marginaux de la planète, comme les versants collinaires, les aires de parcours, les zones arides et semi-arides, les deltas et les plaines inondables, et ils dépendent donc pour leur subsistance de ressources naturelles sensibles au climat. Ils sont par conséquent hautement vulnérables à la hausse des températures, aux précipitations irrégulières, aux infestations de ravageurs et à l'élévation du niveau de la mer ainsi qu'à des événements extrêmes tels qu'inondations, sécheresse, glissements de terrain, typhons et vagues de chaleur. Les petits paysans souffrent souvent d'insécurité en matière de droits fonciers et sur les ressources naturelles, n'ont qu'un accès limité aux marchés et aux financements, et ils n'ont guère voix au chapitre dans les débats mondiaux et nationaux sur les questions liées au changement climatique. Pourtant, si les ruraux pauvres supportent l'essentiel des conséquences du changement climatique, ils constituent aussi une partie de la solution à ces problèmes.
3. Le changement climatique influe sur les programmes d'investissement du FIDA de différentes façons:
  - Rendement des cultures. Les travaux de recherche scientifique montrent que le changement climatique réduit les rendements mondiaux nets de maïs et de blé. L'incidence sur la culture du riz et du soja est toutefois moindre. Si des effets positifs sont observés sous certaines latitudes élevées, les effets négatifs sont plus fréquents.
  - Abondance et répartition des stocks de poissons d'eau douce et de mer. Les prises de poissons vivant dans les mers chaudes ont augmenté sous les latitudes élevées, tandis que les prises d'espèces subtropicales ont diminué. Cette évolution a des conséquences négatives pour les petites pêcheries côtières dans les pays tropicaux, qui emploient la majorité des employés des pêcheries de capture. La diminution des prises et la baisse de revenus qu'elle entraîne érodent leur sécurité alimentaire.
  - Flambée des prix des produits agricoles. Depuis 2007, les prix internationaux des denrées alimentaires ont connu plusieurs épisodes de hausse rapide, avec une incidence sur les consommateurs dépendant des marchés alimentaires internationaux. Ces hausses de prix résultent de facteurs multiples, et notamment de la demande concurrente de produits destinés à l'alimentation humaine, à l'alimentation animale et aux biocarburants. Mais les envolées des prix suivent

aussi les événements climatiques extrêmes, qui deviennent plus fréquents par suite de l'évolution du climat.

- Prévalence de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. Les conséquences néfastes du changement climatique se font surtout sentir dans les régions tropicales, où l'exposition accrue à la menace climatique coïncide avec une densité de population plus grande, une moindre sécurité alimentaire et un taux de développement rural plus faible. On estime que c'est en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud, en Amérique centrale et dans certaines zones de la région andine que la sécurité alimentaire et l'économie locale risquent le plus de souffrir du changement climatique.
  - Filières agricoles. La multiplication de phénomènes climatiques extrêmes tels qu'inondations, sécheresse et vagues de chaleur nuit à de nombreuses filières agricoles. Ces effets peuvent se concrétiser au stade des intrants (besoins accrus d'engrais, d'eau et de pesticides, par exemple), de la production (rendements et dommages aux infrastructures), de la transformation (besoins accrus d'eau et d'énergie), du stockage (besoins de stockage plus durable et plus solide), du transport (coupure de routes d'accès) et de la commercialisation (fluctuation des prix).
4. Le changement climatique a deux conséquences principales pour le FIDA. En premier lieu, le FIDA est confronté à une recrudescence des risques, pertes et dommages d'origine climatique dans son portefeuille. Ces risques ne sont pas également répartis, touchant certains pays plus que d'autres. Dans les pays très vulnérables, en raison des chocs et contraintes climatiques, le FIDA voit disparaître les gains acquis en matière de développement ainsi que les progrès accomplis sur le front de la réduction de la pauvreté. Les investissements requis dans ces pays pour soutenir le développement face à des conditions climatiques plus défavorables et incertaines doivent être financés par des allocations de ressources supplémentaires. D'après le rapport établi en 2015 par le Programme des Nations Unies pour l'environnement sur les besoins suscités par l'adaptation (Adaptation Gap Report), le coût de l'adaptation au changement climatique dans les pays en développement pourrait atteindre un montant compris entre 280 milliards d'USD et 500 milliards d'USD par an d'ici à 2050, soit plus de trois fois le montant précédemment estimé par la Banque mondiale, en 2010. L'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale part de l'hypothèse que la hausse des crédits de l'IDA nécessaire pour maintenir le niveau net de services qui serait fourni à ses clients dans un scénario "sans changement climatique" est comprise entre 600 millions d'USD et 1,9 milliard d'USD par an, soit entre 6% et 21% du total des crédits de l'IDA.
5. En second lieu, le FIDA a pris conscience de l'importance que revêt l'action préventive pour réduire ces pertes potentielles. Ainsi, l'organisation doit analyser de façon plus détaillée les risques climatiques de son portefeuille d'investissement; recenser plus systématiquement les risques climatiques pesant sur certains lieux, systèmes de subsistance et filières; mieux exploiter les différentes sources de fonds pour financer la gestion du risque climatique et la réduction du risque de catastrophe naturelle; et se familiariser avec la mise au point d'outils d'investissement plus innovants destinés spécifiquement à la réduction de ces risques.

## II. Le FIDA et l'adaptation au changement climatique

6. Depuis longtemps, le FIDA s'emploie à renforcer la résilience grâce à la gestion durable des ressources naturelles. Bien avant que des financements climatiques supplémentaires ne soient fournis par les bailleurs de fonds, le FIDA finançait des programmes d'investissement en faveur des petits agriculteurs vivant dans des zones marginales et exposées aux risques. Dans nombre de ces cas, des technologies ont été adoptées pour aider les petits exploitants à faire face aux phénomènes climatiques extrêmes, en particulier dans des régions vulnérables aux conditions climatiques comme le Sahel africain. Grâce à ces travaux, le FIDA a acquis

une expérience technique dans des domaines tels que l'agriculture en milieu aride, la gestion des parcours, la gestion des bassins versants et la diversification économique des moyens de subsistance.

7. Mettant à profit sa vaste expérience de la gestion de l'environnement et des ressources naturelles en milieu rural, le FIDA a entrepris de renforcer systématiquement, dans ses programmes d'investissement, la composante d'adaptation et de résilience au changement climatique, et ce en vue de minimiser le risque climatique dans le portefeuille du FIDA. Initialement fondée sur sa Stratégie concernant le changement climatique (2010) et sur sa Politique de gestion des ressources naturelles et de l'environnement (2011), cette action a débouché sur une progression naturelle dans le nouveau Cadre stratégique du FIDA 2016-2025, dont l'un des objectifs stratégiques est de "renforcer la viabilité environnementale et accroître la résilience au changement climatique des activités économiques des populations rurales".
8. À partir de 2012, le FIDA a élaboré une vaste initiative d'adaptation au changement climatique, qui est entrée en application: le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP). Ce programme invite à systématiquement analyser et gérer les risques liés au climat dans les programmes de pays et les projets appuyés par le FIDA. Cette initiative a renforcé la contribution du FIDA à la résilience des ruraux pauvres grâce à une analyse plus systématique des vulnérabilités, opportunités et risques afférents au changement climatique; à davantage d'investissements et d'innovation dans la gestion des risques climatiques; et à la reproduction à plus grande échelle des techniques pour une agriculture durable ainsi que pour la gestion des terres et des eaux.
9. Au fil des trois dernières années, l'ASAP a permis de récolter une riche moisson d'expérience et d'enseignements, comme en témoigne l'évaluation externe menée par l'Overseas Development Institute en 2015<sup>1</sup>. Dans cette étude, celui-ci confirme que l'ASAP est le plus grand programme d'adaptation consacré spécialement aux petits agriculteurs, et la référence ultime pour ce qui est d'intégrer, dans le cours normal des opérations, des réponses efficaces à l'incidence du changement climatique sur l'agriculture. Cette approche a conduit à une amélioration mesurable de l'intégration des questions climatiques dans les programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP) ainsi que dans la conception des projets.
10. En parallèle, le FIDA a continué de mobiliser des financements pour le climat et l'environnement auprès de fonds fiduciaires multilatéraux tels que le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le Fonds pour les pays les moins avancés, le Fonds spécial pour les changements climatiques, le Fonds pour l'adaptation et – à l'avenir – le Fonds vert pour le climat (FVC, en attente d'homologation), en vue de traiter les questions relatives à l'environnement et au changement climatique dans ses projets. Ces financements sont réservés aux investissements qui correspondent au caractère additionnel du changement climatique dans les projets d'investissement du FIDA, de façon à financer les dépenses supplémentaires qui sont encourues pour faire face aux effets du changement climatique.
11. En mars 2016, le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA a mené une synthèse d'évaluations relatives à la gestion des ressources naturelles et de l'environnement au FIDA, qui constatait qu'entre 2010 et 2015 les investissements du FIDA dans ce domaine s'étaient montés à 350 millions d'USD, soit environ 7,3% du total. Ce montant ne comprend pas les ressources fournies par l'ASAP et le FEM, lesquelles ont, sur cette période, plus que doublé ce volume, élargissant la portée de l'intégration des questions climatiques à plus de 40% des projets d'investissement réalisés durant la neuvième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA9).

<sup>1</sup> [www.ifad.org/documents/10180/a13a8847-b871-4e9e-b18e-aab84de48606](http://www.ifad.org/documents/10180/a13a8847-b871-4e9e-b18e-aab84de48606).

12. Sur la période couverte par FIDA9 (2012-2015), le FIDA a accompli des pas de géant en ce qui concerne l'intégration de la problématique du climat dans ses activités. Cette réussite a reposé sur la pleine mise en œuvre de la première phase de l'ASAP, qui offrait une incitation clé à traiter les risques climatiques dans les projets financés par le FIDA. Ce programme est non seulement parvenu à attirer plus de 366 millions d'USD de financements bilatéraux en faveur de l'intégration d'actions urgentes d'adaptation dans les pays vulnérables, mais a en outre lancé l'intégration des questions climatiques dans toute une série de processus opérationnels et de pratiques institutionnelles au sein du FIDA. Ces processus sont les suivants:
- L'intégration des indicateurs d'adaptation climatique dans le Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) du FIDA;
  - L'adoption de critères climatiques dans les protocoles d'assurance qualité du FIDA;
  - L'intégration des aspects climatiques dans les directives relatives aux COSOP, aux formulaires de conception des projets et aux rapports d'achèvement de projet;
  - L'intégration des questions climatiques dans les procédures d'évaluation sociale et environnementale du FIDA, aboutissant à un jeu révisé de procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC);
  - L'inclusion d'actions de formation aux questions liées au changement climatique dans le calendrier institutionnel de formation du FIDA;
  - L'élaboration de méthodes permettant d'inclure la valeur de l'adaptation climatique dans l'analyse économique et financière du FIDA.
13. Ces processus constituent des conditions préalables à remplir pour que le FIDA puisse réaliser un vaste programme consistant à intégrer les questions climatiques à 100% dans chaque aspect de son travail durant le cycle actuel de reconstitution des ressources (2016-2018) et pour qu'il programme effectivement les financements climatiques au cours des années à venir.

### III. Le programme du FIDA pour intégrer la problématique du climat dans ses activités

#### A. Que signifie l'intégration de la problématique du climat?

14. Pour le FIDA, le terme "intégration" est synonyme d'inclusion de certains thèmes transversaux – comme l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, la sécurité nutritionnelle et la résilience climatique – dans les concepts, stratégies et processus en vigueur, de sorte qu'ils acquièrent un caractère standard et améliorent l'efficacité des investissements dans le développement. Dans la même optique, l'intégration des questions climatiques signifie la prise en considération, dans les programmes d'investissement du FIDA, des opportunités et risques afférents au changement climatique en mettant en place l'approche, l'expertise, les procédures et les outils institutionnels nécessaires. L'intégration des questions climatiques apporte une valeur ajoutée au travers des trois caractéristiques décrites ci-après.
- i) Une analyse plus systématique des vulnérabilités, opportunités et risques afférents au changement climatique. Le changement climatique constitue une menace pour le développement. L'analyse des vulnérabilités climatiques est devenue un élément clé de toute programmation intégrant les risques, ainsi qu'une étape obligatoire de toute tentative d'intégration des questions climatiques au cours normal des opérations. Les investissements réalisés sur de telles bases prennent en considération, de façon plus approfondie, les risques et les possibilités que présente le changement climatique. À l'aide d'outils tels que les systèmes d'observation de la Terre et d'information géographique, la conception des projets peut tenir compte d'une cartographie des risques climatiques et des actifs exposés dans une zone cible

spécifique, et en déduire les conséquences pour différents groupes de population et filières. L'intégration d'une telle analyse dans l'instruction standard des projets du FIDA aide les institutions partenaires du secteur agricole à mieux appréhender l'évolution des risques qui accompagne le changement climatique, et à visualiser les régions, les stratégies de subsistance et les filières qui sont les plus exposées aux risques. Parmi les exemples que comporte le portefeuille du FIDA, citons les suivants:

- la cartographie des risques climatiques pour les filières du café et du cacao au Nicaragua, qui permet de diversifier les filières et d'intégrer des infrastructures résilientes au changement climatique dans la conception des projets du FIDA;
  - la cartographie des points vulnérables aux remontées salines et à l'érosion du littoral à Djibouti, qui est utilisée par le gouvernement pour orienter la planification des investissements dans le développement;
  - l'analyse des risques de sécheresse menaçant les pâturages du Kirghizistan, qui permet d'améliorer les plans de gestion des parcours; et
  - l'intégration d'une analyse des risques fondée sur des scénarios et d'une cartographie participative dans un projet d'investissement du FIDA au Mali visant à améliorer les plans d'occupation des sols.
- ii) Davantage d'innovation dans la gestion des risques climatiques au sein des programmes d'investissement dans l'agriculture.
- Certains instruments de gestion des risques climatiques ne font pas partie de l'arsenal traditionnel des institutions du secteur agricole. De manière générale, les ministères de l'agriculture ne cherchent pas particulièrement à investir dans les systèmes d'alerte précoce, les systèmes d'information météorologique, les assurances indexées sur les conditions climatiques ou les procédures de préparation aux catastrophes. L'intégration de tels éléments innovants et complémentaires dans les programmes d'investissement du FIDA offre un espace permettant d'aider les institutions partenaires à mieux appréhender l'utilité et les avantages économiques que présentent ces technologies, et elle ouvre la voie à une planification des investissements plus résiliente sur le plan climatique. On peut citer les exemples suivants tirés du portefeuille du FIDA:
  - mise à l'essai de différentes variétés de riz et évaluation de la performance de systèmes mixtes associant cultures et aquaculture, à différents degrés de salinité, dans le delta du Mékong, au Viet Nam;
  - renforcement du code de la construction pour les installations de stockage et diversification des services énergétiques fournis au Rwanda en vue de réduire les pertes post-récolte dues aux événements météorologiques extrêmes;
  - établissement d'un système d'alerte précoce au Bangladesh afin de réduire les pertes et les dommages subis par les petits agriculteurs en cas de crues éclair;
  - renforcement du réseau de stations météorologiques au Lesotho destiné à fournir des informations plus fiables aux producteurs de laine et de mohair;
  - établissement de programmes de petits dons (concurros) en faveur des organisations à assise communautaire en Bolivie (l'État plurinational de) en vue d'encourager l'adoption de techniques agricoles plus durables; et
  - promotion de technologies vertes (réfrigération et pompage solaires, par exemple) à des fins productives dans le secteur de la pêche à Djibouti.



- iii) Reproduction à plus grande échelle des techniques pour une agriculture durable ainsi que pour la gestion des terres et des eaux.
- Dans de nombreux contextes de programmes, la gestion durable des ressources naturelles à l'échelle des paysages constitue un très bon point d'entrée pour renforcer l'adaptation et la résilience fondées sur les écosystèmes. Il faut pour cela reproduire et transposer à plus grande échelle des approches de gestion des terres, des forêts et des eaux qui sont bien éprouvées et dans lesquelles le FIDA a déjà acquis une longue expérience. Nombre de ces pratiques se sont avérées efficaces à l'échelle d'un projet pilote mais, dans de nombreux pays en développement, elles n'ont pas encore franchi le seuil critique de l'adoption. Un degré supplémentaire d'appui technique, financier et politique est requis pour instaurer ces approches sur une plus grande échelle. L'impératif de l'intégration des questions climatiques contribue à sensibiliser les programmes de pays du FIDA à une perspective plus large, à l'échelle des paysages, sur les investissements agricoles, mais aussi à travailler sur les trajectoires institutionnelles et les espaces financiers permettant de reproduire à plus grande échelle la gestion durable des ressources naturelles. Les exemples suivants, tirés du portefeuille du FIDA, illustrent cette démarche:
  - Reproduction de systèmes agroforestiers à l'échelle des paysages, qui s'est avérée être une stratégie à multiples gagnants. En effet, elle permet non seulement de mettre fin à l'érosion, mais aussi d'offrir d'autres sources de revenus, de conserver la biodiversité, d'améliorer le microclimat et de séquestrer le carbone. Dans les pays du Sahel, comme le Mali, le Nigéria et le Tchad, une bonne stratégie d'intégration des questions climatiques fait appel à une combinaison d'agroforesterie, de gestion améliorée des parcours et d'agriculture de conservation.
  - Diffusion des technologies utilisant des énergies renouvelables dans différentes régions et filières. Le biogaz, par exemple, est une technologie multi-avantages qui fournit de l'énergie pour différents usages, comme l'éclairage et la cuisson, mais qui peut aussi servir d'engrais organique. Cette technologie réduit la pollution de l'air intérieur et séquestre les gaz à effet de serre, les empêchant ainsi de contribuer au réchauffement global. La diversification des services énergétiques devient un thème majeur aux fins de l'intégration des questions climatiques dans de nombreux programmes d'investissement du FIDA, notamment au Bhoutan, en Égypte et au Paraguay.
  - Expansion des systèmes d'irrigation efficaces, qui permet aux agriculteurs de tirer parti de terres marginales, sujettes à la sécheresse, et de cultiver, en contresaison, des produits à forte valeur. Ils sont ainsi moins exposés aux fluctuations des prix, bénéficient d'un régime alimentaire plus riche et sont mieux armés pour gérer le risque de pertes de récolte. En outre, cette stratégie offre l'occasion de créer de nouvelles filières – pompes et matériel d'irrigation au goutte-à-goutte, par exemple. Le portefeuille du FIDA offre des exemples de cette approche en Côte d'Ivoire, en Égypte, au Ghana et à Madagascar.

**Encadré 1****Intégration des questions climatiques dans les projets d'investissement de FIDA10 – le cas du Nicaragua**

S'inspirant des outils et processus qu'il a mis en place durant FIDA9, le FIDA dispose maintenant d'un certain nombre d'exemples qui montrent comment l'intégration des questions climatiques s'est installée dans la conception des investissements de la Dixième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA10). Le Projet de promotion de moyens de subsistance durables en faveur des exploitants familiaux du "couloir sec" au Nicaragua (NICAVIDA) constitue l'un de ces exemples. Ce projet s'inscrit dans le sillage du récent Projet d'adaptation aux marchés et au changement climatique (NICADAPTA), une opération financée par un prêt du FIDA complété par un financement ASAP; NICADAPTA a instauré de solides fondements et accentué la sensibilisation à l'échelle nationale quant à l'importance de l'intégration de mesures d'adaptation au changement climatique dans les processus de développement nationaux. S'appuyant sur cette expérience, le projet NICAVIDA est destiné à renforcer la résilience territoriale et familiale dans le couloir sec qui borde la côte Pacifique d'Amérique centrale et constitue un environnement extrêmement vulnérable. Ce projet met en place un système d'alerte précoce fournissant des informations agroclimatiques, promeut une planification à l'échelle du territoire et une gestion intégrée des bassins versants, et encourage la production d'informations et le renforcement des capacités locales en vue de développer l'agriculture de conservation dans l'environnement fragile que constitue ce couloir sec. Au niveau des investissements, une grande importance est attachée à la diversification productive et économique en tant que mesure d'atténuation des risques. Le projet appuie en outre la récupération de l'eau au niveau domestique et territorial, l'utilisation d'engrais organiques appropriés, le reboisement dans les zones de recharge des nappes phréatiques, et l'emploi de semences résistantes à la sécheresse et à la chaleur. La conception du projet intègre le fait que le changement climatique constitue un défi majeur pour le développement du couloir sec et, en conséquence, intègre des mesures de résilience dans toutes les activités du projet.

## Encadré 2

## Intégration des questions climatiques dans les programmes de pays de FIDA10 – le cas de l'Indonésie

En Indonésie, le FIDA utilise les PESEC comme point de départ pour intégrer les considérations de résilience climatique et de viabilité environnementale dans le programme de pays. Sur la base des conclusions du rapport préparatoire aux PESEC, les trois objectifs stratégiques du COSOP pour l'Indonésie sont centrés sur le renforcement de la résilience des communautés rurales. En particulier, l'objectif stratégique n° 2 – les petits exploitants familiaux sont plus résilients face aux risques – consiste à adopter une combinaison de mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets en vue d'aider les petits producteurs à faire face au changement climatique, à s'y préparer et à en atténuer les effets néfastes. Un résultat spécifique à atteindre, concernant des systèmes productifs durables et intelligents face au climat, encourage l'adaptation à l'aide d'approches de l'utilisation des terres à l'échelle des paysages; de la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement; de semences et variétés végétales améliorées et résistantes; et d'une remise en état durable des terres dégradées qui ont une faible biomasse sur pied (tourbières, terres déboisées, par exemple). La gestion communautaire des ressources sera encouragée pour prévenir la surexploitation et assurer une utilisation durable des ressources naturelles. Aux fins d'atteindre cet objectif, des mesures seront prises pour que les groupes cibles du FIDA disposent d'un accès équitable aux ressources foncières et naturelles et pour sécuriser leurs droits sur ces ressources. Les actions proposées dans le COSOP pour l'Indonésie répondent à des besoins et vulnérabilités clairement établis sur le terrain et constituent des balises encadrant un programme de pays résilient et intelligent face au climat.

## B. L'engagement du FIDA en faveur de l'intégration de la problématique du climat

15. Après avoir, tout au long de FIDA9, donné une première impulsion substantielle en faveur de l'intégration des questions climatiques, rendue possible et facilitée par l'ASAP, le FIDA se lance, avec FIDA10, dans la deuxième phase d'une transition décisive vers la pleine intégration de ces questions dans ses stratégies de pays et son portefeuille de projets. Au titre de FIDA10, le Fonds s'est engagé à déployer ces résultats à plus grande échelle et à assurer, d'ici à 2018, la prise en compte systématique des questions climatiques dans ses activités, ce qui signifie que le changement climatique sera un paramètre explicite de tous les COSOP et rapports sur la conception des projets.
16. À cette fin, le FIDA a formulé un plan en 10 points visant à renforcer la résilience climatique et la durabilité environnementale dans toutes ses stratégies de pays et tous ses investissements (l'appendice I présente les indicateurs qui seront utilisés par la direction du FIDA pour suivre les progrès en la matière).
  - i) intégration de l'analyse du risque climatique dans le processus d'examen de tous les projets financés par le FIDA et stratégies de pays;
  - ii) poursuite de la formation interne au FIDA sur l'intégration des aspects climatiques;
  - iii) désignation d'un haut responsable comme "champion du climat", chargé d'encadrer et de promouvoir le programme d'intégration;
  - iv) renforcement de l'appui technique au personnel et aux équipes de pays en faveur de l'intégration des aspects climatiques;
  - v) recours accru au FEM et à d'autres ressources de cofinancement;

- vi) utilisation accrue des dons du FIDA comme instrument d'intégration des aspects climatiques;
- vii) développement du recours aux outils satellitaires et systèmes d'information mondiaux;
- viii) exploration des possibilités d'intégration d'un indice de vulnérabilité climatique dans le Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP); et
- ix) expansion des activités de communication et de partage des savoirs concernant les résultats et les enseignements tirés des travaux du FIDA sur les questions climatiques.
- x) expansion du rôle du FIDA dans la gestion du financement climatique.

17. L'expansion du rôle du FIDA dans la gestion des financements climatiques. Au travers de la mise en œuvre de son plan en 10 points, le FIDA aide ses États membres à réaliser leur plan climat national. Sur l'ensemble des contributions déterminées au niveau national (CDN) qui ont été annoncées à la COP21 à Paris, plus de 77% des pays ont inclus des objectifs d'atténuation dans l'agriculture, et 65% ont fait de l'agriculture une priorité pour l'adaptation. S'appuyant sur le soutien qu'il a fourni à nombre de ces pays pour mettre en œuvre leurs propres priorités d'adaptation, le FIDA reste bien placé pour aider les pays en développement à réaliser les engagements souscrits en matière d'adaptation au titre de leurs CDN et générer ainsi des avantages annexes, vérifiables, sur le plan de l'atténuation.

### C. Le financement de l'engagement du FIDA en faveur de l'intégration de la problématique du climat

18. Sur les trois années couvertes par FIDA10, les investissements supplémentaires requis pour maintenir le niveau net de services fournis aux clients du FIDA en dépit du changement climatique sont estimés à quelque 10% du programme total de prêts et dons, soit environ 300 millions d'USD. Avec ces investissements, le FIDA compte atteindre les objectifs suivants (sur la base de l'expérience acquise lors de la première phase de l'ASAP):
- i) Au moins 6 millions de personnes appartenant à des ménages de paysans pauvres seront soutenus pour faire face aux effets du changement climatique.
  - ii) Au moins 1 million d'hectares de terres seront gérés selon des pratiques résilientes au changement climatique.
  - iii) Au moins 100 000 ménages disposeront d'un meilleur accès à l'eau aux fins de la production agricole et de la transformation de leurs produits.
  - iv) Au moins 50 millions de tonnes de gaz à effet de serre auront été évitées ou séquestrées.
  - v) Au moins 1 000 plans de gestion communautaire des ressources naturelles auront été mis en œuvre.
19. Faisant suite aux ambitieux engagements qu'il a souscrits dans son plan en 10 points pour intégrer les questions climatiques, le FIDA prend la mesure des coûts supplémentaires qu'entraîne le changement climatique pour le développement rural. Pour couvrir ces dépenses supplémentaires, le FIDA a besoin de mobiliser des financements additionnels pour les activités spécifiques d'adaptation au changement climatique.
20. Le FIDA aura recours à trois instruments complémentaires pour exécuter son programme d'intégration des questions climatiques:
- i) Les contributions de reconstitution versées par ses États membres pour appuyer des investissements concrets dans des systèmes d'exploitation agricole et des filières à faibles émissions de carbone et résilients au

changement climatique, sans restriction d'utilisation de ces contributions par le FIDA sous forme de prêt ou de don ni quant à leur allocation géographique.

- ii) Les fonds supplémentaires destinés à l'assistance technique, au renforcement des capacités, à l'innovation et à la reproduction à plus grande échelle; et
- iii) Le cofinancement pour couvrir les coûts supplémentaires qu'entraîne l'adaptation au changement climatique dans des situations où la gestion des risques climatiques occasionne un surcroît considérable de dépenses.

#### Contributions aux reconstitutions

21. Les contributions à la reconstitution représentent le pilier du modèle financier du Fonds. Si les contributions de base demeurent essentielles pour financer la gouvernance et la viabilité à long terme du FIDA, les contributions complémentaires non affectées (CCNA) offrent une possibilité précieuse pour assurer la pleine réussite des processus de reconstitution.
22. Avec les CCNA en faveur de l'intégration des questions climatiques, les États membres fournissent des ressources de reconstitution additionnelles, non assorties de droits de vote, qui sont pleinement alignées sur le programme du FIDA en faveur de l'intégration des questions climatiques, de l'efficacité des programmes et de l'efficacité du développement. Tout en appuyant les priorités thématiques formulées par la direction pour FIDA10, les CCNA n'introduisent pas de distorsion dans le système d'allocation existant, qui est transparent et équitable. Ces contributions sont déployées à l'aide du SAFF et mises à disposition aux mêmes conditions que les modalités et conditions financières ordinaires consenties à chaque État membre. Contrairement aux financements du Fonds fiduciaire de l'ASAP et du Fonds pour les pays les moins avancés qui, à ce jour, ont surtout bénéficié aux pays les moins avancés et aux pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, les CCNA climatiques sont destinées à l'ensemble des pays membres du FIDA. Adoptant les approches et instruments de programmation qui ont été mis en place par l'ASAP, comme l'examen critique des risques climatiques et les indicateurs de résultats relatifs à l'adaptation, les CCNA climatiques offrent aux bailleurs de fonds la possibilité d'élargir la portée géographique du programme du FIDA pour l'intégration des aspects climatiques dans ses activités. En particulier, les CCNA climatiques aident le FIDA à mettre en œuvre une programmation intelligente face au climat et intégrant les risques, et ce dans tous les États membres, y compris ceux dont le PIB moyen par habitant est supérieur à la moyenne, mais où la pauvreté et la vulnérabilité climatique sont inégalement réparties. Dans nombre de ces pays, une proportion non négligeable de petits exploitants agricoles vivent et travaillent sur des sites fortement dégradés que l'on peut décrire comme des poches de vulnérabilité ou de pauvreté. À cet égard, les CCNA fournissent un appui majeur au financement des investissements supplémentaires requis, à titre indicatif, pour adapter les opérations du FIDA à l'impact du changement climatique.
23. En juillet 2016, le FIDA avait reçu des annonces de contribution, au titre des CCNA climatiques, à hauteur de 92 millions d'USD. Ces engagements émanaient de l'Allemagne, du Canada, des États-Unis et des Pays-Bas. Ces contributions représentent un catalyseur critique pour que le FIDA puisse passer d'un programme d'intégration des questions climatiques fortement dépendant de ressources additionnelles et de dons affectés à un programme dans lequel l'intégration climatique fait partie intégrante de tous les programmes de pays et contextes, sans dépendance excessive vis-à-vis de ressources affectées.
24. Par leurs CCNA, les États membres produisent un important effet de levier; en effet, chaque dollar ainsi versé donne lieu (par le biais du SAFF) à deux dollars de programmes financés par le FIDA (par capitalisation des rentrées futures au titre des prêts) et à un total de quatre dollars d'investissement (cofinancement compris) en faveur de l'adaptation des petits producteurs ruraux au changement climatique. Ces

contributions signalent en outre une solide confirmation de leur engagement en faveur de la viabilité financière à long terme du FIDA, tout en leur permettant de déclarer, auprès du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), une partie de leur contribution de reconstitution en tant qu'aide publique au développement thématique, par exemple au regard d'engagements de financements climatiques.

#### Fonds supplémentaires

25. Les fonds supplémentaires offrent au FIDA la souplesse voulue pour compléter ses investissements par de l'assistance technique et renforcent son aptitude à exécuter son programme d'intégration systématique des questions climatiques dans ses activités. L'expérience acquise avec l'ASAP montre combien il est important d'investir dans des activités d'assistance technique qui aident les pays à améliorer l'efficacité de leurs institutions, systèmes de savoirs, cadres juridiques et politiques publiques de façon à encourager et mieux exploiter les investissements dans des systèmes agricoles à faibles émissions de carbone et résilients face au changement climatique.
26. Ces activités facilitent la concertation sur les politiques, qui permet de mieux relier les stratégies d'investissements dans l'agriculture aux engagements nationaux en matière de changement climatique. L'assistance technique se compose notamment des activités suivantes: transfert de technologies et de savoir-faire relatifs à l'adaptation entre pays et équipes de projet; analyse des vulnérabilités, opportunités et risques afférents au changement climatique; soutien à l'innovation pour la gestion du risque climatique et les technologies et entreprises à faibles émissions de carbone; autonomisation des femmes afin qu'elles participent à la prise de décision concernant la gestion des ressources naturelles et l'adaptation; documentation et diffusion des savoirs sur l'adaptation à des fins de plaidoyer et de sensibilisation; renforcement des capacités des institutions publiques et des organisations paysannes; recherche-action participative sur l'adaptation climatique et les options d'atténuation; et participation du secteur privé à la transposition à plus grande échelle des approches d'adaptation au changement climatique dans les programmes de pays.
27. L'ASAP, dans sa forme actuelle, continuera de promouvoir, grâce à des engagements financiers jusqu'à la fin de 2017, des approches et politiques sensibilisées aux questions climatiques, à l'aide d'actions d'assistance technique et d'investissements supplémentaires sous la forme de dons complémentaires aux projets ordinaires du FIDA.
28. Conformément à l'engagement pris d'intégrer pleinement la problématique du climat dans ses activités d'ici à 2018, le FIDA continuera de piloter le Fonds fiduciaire de l'ASAP au-delà de sa durée initiale de cinq ans. Intégrant un certain nombre d'ajustements résultant des acquis de la première phase du programme, le FIDA modifiera l'instrument actuel portant création du Fonds fiduciaire de l'ASAP afin de régir différemment l'utilisation des contributions à la deuxième phase de l'ASAP (ASAP2). Les ajustements ainsi apportés à l'instrument juridique actuel seront soumis au Conseil d'administration du FIDA pour approbation à sa cent dix-huitième session.
29. L'ASAP2 vise à mobiliser, auprès de donateurs intéressés, des dons supplémentaires qui seront programmés en tant que dons, au travers d'un large éventail d'institutions, pour continuer de soutenir l'assistance technique, l'innovation, le renforcement des capacités, la concertation sur les politiques, les actions de plaidoyer ainsi que les biens collectifs régionaux ou nationaux, afin de mettre en place un environnement favorable aux investissements et opérations sensibles aux questions climatiques. Ces activités continueront de bénéficier d'investissements émanant du programme de prêts et dons du FIDA ainsi que de cofinancements provenant de sources gouvernementales et privées, bilatérales et multilatérales.

D'après l'expérience acquise lors de la première phase de l'ASAP, la direction vise à mobiliser au moins 100 millions d'USD en faveur de l'ASAP2 au cours de FIDA10.

#### Cofinancement

30. Mobiliser des cofinancements est une dimension majeure du modèle opérationnel du FIDA. Ces dernières années, le FIDA est parvenu à mobiliser plus de 280 millions d'USD de financements à des fins climatiques et environnementales auprès de partenaires et de fonds tels que le FEM, le Fonds pour les pays les moins avancés, le Fonds spécial pour les changements climatiques et le Fonds pour l'adaptation. Durant FIDA10, les efforts visant à mobiliser de tels cofinancements vont se poursuivre, y compris par l'accès à de nouveaux mécanismes tels que le FVC.

#### D. La mise en œuvre de l'engagement du FIDA en faveur de l'intégration de la problématique du climat

31. S'appuyant sur ces trois piliers de financement, le FIDA mettra en œuvre un cadre d'intégration des questions climatiques au sein duquel des activités spécifiques d'assistance technique, financées par l'ASAP2, alimenteront la conception d'investissements résilients au changement climatique financés par des contributions de reconstitution. Le FIDA poursuivra ses efforts de mobilisation de cofinancements auprès de fonds fiduciaires multilatéraux tels que le FEM, le Fonds pour les pays les moins avancés, le Fonds spécial pour les changements climatiques et le Fonds vert pour le climat, afin de couvrir les dépenses supplémentaires liées au changement climatique.

32. Dans ce modèle d'intégration, qui associe harmonieusement dons de l'ASAP2 et contributions de reconstitution, le Fonds fiduciaire de l'ASAP sera centré sur les activités qui favorisent et informent l'émergence, en provenance d'autres sources, d'investissements intelligents face au climat, et qui les démultiplient. Au regard du cadre logique (appendice II), l'ASAP2 financera les activités et résultats nécessaires pour orienter les contributions complémentaires de base et non affectées vers des résultats concrets, sur le terrain, en matière de résilience au changement climatique.

33. Par exemple, en déployant des dons à titre de cofinancement sur une échelle beaucoup plus restreinte que lors de la première phase<sup>2</sup>, l'ASAP2 financera des évaluations des risques permettant de mieux cibler les investissements dans les régions et filières vulnérables. De plus, l'ASAP2 appuiera des services d'information sur le climat qui permettront aux institutions agricoles participant aux programmes d'investissement financés par le FIDA de prendre des décisions de planification mieux informées. Des actions spécifiques de renforcement des capacités et d'appui à l'égalité des sexes donneront aux femmes les moyens de devenir des agents du changement en vue de prendre la mesure des risques climatiques et environnementaux dans les programmes d'investissement du FIDA. Des activités spécifiques à l'intention des institutions privées aideront les programmes d'investissement du FIDA à s'engager davantage dans la promotion et la diffusion des innovations et technologies relatives à l'adaptation et à l'atténuation. Enfin, les processus de planification participative et de gestion des savoirs financés par l'ASAP2 serviront de fondements à l'allocation des ressources de reconstitution – contributions de base et CCNA – afin d'accroître l'efficacité et l'appropriation des approches de gestion des ressources naturelles.

34. Pour rendre compte à ses États membres et au public des progrès accomplis dans la mise en œuvre de son programme d'intégration de la problématique du climat, et pour distinguer les États membres "champions" qui ont apporté des contributions supplémentaires (CCNA et financements supplémentaires), le FIDA publiera un rapport annuel fondé sur les informations issues des mécanismes de suivi et de compte rendu (Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement, SYGRI

<sup>2</sup> Lors de la première phase de l'ASAP, l'allocation maximale, pour un don ASAP, était de 15 millions d'USD par pays. Lors de l'ASAP2, le montant maximal d'un financement fourni sous forme de don sera de l'ordre de 7 millions d'USD.

et le Système de projets d'investissement et de dons). Par ailleurs, la direction s'attachera particulièrement à ce que les champions soient les premiers invités à participer, et à apporter leur contribution, aux manifestations du FIDA concernant les stratégies, politiques et ateliers d'apprentissage en rapport avec la priorité thématique qu'ils ont ainsi appuyée.



## Indicators to track institutional progress on IFAD's climate mainstreaming commitment

IFAD10 commitments	Indicator	Target
100 per cent of project design reports to mainstream climate adaptation	1. Number of COSOPs and Country Strategic Notes which address climate-related risks and opportunities	100% of COSOPs proposed to the IFAD Executive Board include climate-related analysis
	2. Number of IFAD investment projects which address climate-related risks (based on IFAD's Social, Environmental and Climate Assessment Procedures)	100% of investment designs reviewed at Quality Enhancement (QE) stage include a climate risk rating and measures to address high levels of risk
Implement a 10-point plan for climate mainstreaming	3. IFAD climate champion appointed to help guide and promote mainstreaming agenda	At least one senior manager in IFAD (EMC level) is actively championing internal and external communications about climate mainstreaming
	4. Number of IFAD staff and consultants trained on climate issues	At least 200 IFAD staff and consultants are trained on climate issues
	5. Number of mission-based support activities provided by Environment and Climate Specialists	At least 50 field missions are undertaken per year with technical support by Environment, Climate and Adaptation Specialists
	6. Number of partnerships operationalized with knowledge and technical service providers to support climate mainstreaming	At least 5 new institutional partnerships are operationalized or strengthened to provide climate-related services to IFAD country programmes
	7. Number of IFAD grants supporting climate mainstreaming in IFAD's work at the regional and country level	At least 10 grants are awarded which have direct relevance to environment and climate mainstreaming in IFAD operations
	8. Number of services provided to improve project design and implementation through earth observation & geographic information	At least 10 maps are produced per year which inform project design or implementation regarding climatic and/or natural resources aspects
	9. Inclusion of climate-related aspects in IFAD's PBAS	Climate-related factors are being considered in the review of IFAD's PBAS formula
	10. Number of communication products related to climate issues	At least 10 international publications are launched with relevance to climate mainstreaming (in scientific journals or on IFAD communication platforms)
	11. Number of knowledge events related to climate issues	At least 10 international or regional events are organized with IFAD in a leading role on knowledge-sharing about climate issues
	Continue to expand the resource base for climate finance, leveraging additional resources from traditional and new stakeholders	12. Amount of cofinancing mobilized to support climate adaptation and environmental sustainability in IFAD investment projects
13. At least one new multilateral climate finance instrument available to mobilize cofinancing for climate mainstreaming		Accreditation with the Green Climate Fund has been secured
14. ASAP Trust Fund extended into a second phase		A second phase of the ASAP Trust Fund is operational and supported by supplementary financing (resource mobilization target: US\$ 100 million)
15. Unrestricted complementary contributions (UCCs) for climate adaptation mobilized to support climate mainstreaming agenda		Climate UCCs are mobilized from at least 5 bilateral donors (resource mobilization target: US\$ 300 million)
Conduct a review of IFAD's work on climate change, including the ASAP	16. Availability of a system to report on climate-relevant investments in IFAD	Annual reporting on climate mainstreaming in IFAD is institutionalized

Climate Mainstreaming Outcomes at portfolio level <sup>1</sup>

Objective/Outcome	Indicator	Targets <sup>2</sup>
<b>UCC Objectives</b>		
<b>Poor smallholder farmers with increased resilience to climate-related shocks and stresses</b>	1. # of smallholder family members supported to cope with the impacts of climate change <sup>3</sup>	6 million individuals
<b>OUTCOMES enabled by Unrestricted Complementary Contributions (UCCs) for climate action in IFAD10</b>		
<b>Land resources:</b> Increased adoption of climate-resilient land and soil management practices and technologies	2. # of hectares of land managed under climate-resilient practices <sup>3</sup>	1 million hectares
<b>Water resources:</b> Increased adoption of climate-resilient water management practices and technologies	3. # of households with improved access to water for agricultural production & processing <sup>3</sup>	100,000 households
<b>Low-carbon agriculture:</b> Increased adoption of technologies and practices which lower the carbon footprint of agricultural systems	4. Tonnes of greenhouse gases (CO <sub>2</sub> e) avoided and/or sequestered <sup>3</sup>	50 million tonnes
<b>Community-based adaptation:</b> Increased investment in community-based adaptation and natural resource management plans	5. # of community-based natural resource management plans implemented <sup>3</sup>	1000 plans
<b>ASAP2 Rationale</b>		
<b>Increased technical assistance to enable and support climate-resilient IFAD investments</b>	6. # of IFAD investment projects which make climate-resilient investments	50 projects
<b>TECHNICAL ASSISTANCE provided by Supplementary contributions to ASAP2</b>		
<b>Policy engagement:</b> IFAD member countries aligning agricultural investment strategies with national climate change commitments	7. # of countries realizing national adaptation priorities with support by IFAD investment projects	50 countries
<b>Climate Risk Assessments:</b> More systematic use of climate risk analysis for resilient investment planning	8. # of investment projects informed by climate risk and vulnerability analysis	50 projects
<b>Women's empowerment:</b> Increased participation of women in climate change adaptation activities	9. # of women enabled to access assets and resources for climate risk management	2,000,000 women
<b>Private sector engagement:</b> Stronger engagement of private sector entities in climate change adaptation activities	10. # of businesses (including farmer-based groups) engaged in the promotion and adoption of adaptation and mitigation technologies & approaches	1000 businesses
<b>Climate services:</b> Increased use of climate information for resilient decision-making and investment planning	11. # of individuals receiving climate information services <sup>3</sup>	1,000,000 individuals
<b>Resource Governance:</b> Improved participation of smallholder farmers in decision processes about the governance of climate-sensitive natural resources	12. # of individuals who participate in local land, water and fishing governance & decision-making <sup>3</sup>	1,000,000 individuals
<b>Knowledge Management:</b> Knowledge on Climate Resilient Agriculture approaches documented and disseminated	13. # of IFAD investment projects developing and disseminating knowledge products and know-how on climate adaptation	50 projects

<sup>1</sup> Provisional results framework, building on experience from the first phase of ASAP. Some indicators and targets may be subject to revision, based on emerging findings about actual project impacts.

<sup>2</sup> Dependent on contributions mobilized. US\$1 million provided to IFAD in climate UCCs aims to deliver resilience benefits to around 20,000 smallholder farmers. A target of 6 million farmers assumes contributions of at least US\$ 300 million in climate UCCs. For ASAP2, targets correspond to a resource envelope of US\$100 million.

<sup>3</sup> Indicator part of IFAD's revised RIMS, as per status of August 2016. May be subject to change to enable consistent alignment with the RI.